



N° Consultation

Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93218 LA PLAINE SAINT DENIS

PRESTATIONS DE COMMISSARIAT AUX COMPTES POUR L'ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	5
3. DISPOSITIONS GENERALES	5
3.1. Procédure de passation	5
3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires	6
3.3. Allotissement	6
3.4. Forme du marché public	6
3.5. Estimation du marché public	6
3.6. Durée du marché public	6
3.7. Langue d'exécution du marché public	7
3.7.1. Principe	7
3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.7.3. Défaut de recours à un interprète	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	7
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	8
5.1. Développement durable	8
5.2. Modalités d'exécution des prestations traitées à prix forfaitaires	8
5.3. Modalités d'exécution des prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande (missions complémentaires)	8
5.3.1. Emission des bons de commande	8
5.3.2. Délais d'exécution des bons de commande	8
5.4. Pilotage des prestations du marché	9
5.4.1. Modalités de pilotage	9
5.4.2. Lien de subordination du personnel	9
5.4.3. Composition de l'équipe chargée de l'exécution des prestations	9
5.4.4. Stabilité du chef de mission désigné par le titulaire	9
5.4.5. Maintien du niveau de compétences	10
5.4.6. Devoir de conseil	10
5.4.7. Accès aux locaux	10
5.5. Utilisation des résultats par l'EFS	11

5.5.1. Identification des résultats	11
5.5.2. Utilisation des résultats par l'EFS	11
5.5.3. Exploitation des résultats créés dans le cadre du marché non soumis à cession exclusive	12
5.5.4. Connaissances antérieures	12
5.6. Vérification et admission	12
5.7. Pénalités	12
5.7.1. Pénalités de retard pour dépassement des dates impératives	12
5.7.2. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	13
5.8. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	13
6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	13
6.1. Confidentialité	13
6.1.1. Obligations du Titulaire	14
6.1.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	14
7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	15
7.1. Modifications relatives au Titulaire	15
7.2. Clause de réexamen	15
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	15
7.4. Evolutions administratives	15
7.5. Evolutions technologiques	16
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	16
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	16
9.1. Contenu des prix	16
9.2. Forme et évolution des prix	17
9.3. Avance	17
9.4. Modalités de facturation et de règlement	17
9.4.1. Facturation	17
9.4.2. Dématérialisation des factures	18
9.4.3. Délai de paiement	19
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	19
9.4.5. Intérêts moratoires	19
9.4.6. Nantissement et cession de créance	19

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	19
10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	20
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	20
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	20
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	20
11.3. Résiliation pour évènements liés au marché	21
11.4. Exécution aux frais et risques	21
12. LITIGES	21
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	21

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCAG PI : Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

Connaissances antérieures : Eléments créés par le titulaire, l'acheteur ou des tiers dans un cadre extérieur au marché (ex. : contenus préexistants ou créés indépendamment du marché)

Connaissances antérieures standards : Eléments soumis à une licence préexistante au marché (exemples : images de banque d'images, achat d'art, typographie)

Comptables assignataires : comptables des Etablissements :

- pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir(s) adjudicateur(s) :

- l'Etablissement Français du Sang (EFS)

Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA) :

- pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS, le directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Résultats : Eléments réalisés spécifiquement par le titulaire dans le cadre du marché (exemples : création graphique spécifique, conception de formation spécifique, étude spécifique)

Services : Prestations attendues dans le cadre du marché

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de commissariat aux comptes pour l'Etablissement français du sang.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

3.3. Allotissement

Le marché public n'est pas alloti.

3.4. Forme du marché public

Le marché public constitue un accord-cadre composite conclu avec deux (2) attributaires en application de l'article L821-41 du code de commerce et prenant en partie la forme d'un marché ordinaire (à prix global et forfaitaire) et en partie la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Les prestations prenant la forme d'un marché ordinaire sont les suivantes :

- La certification des comptes sociaux de l'EFS ;
- La certification des comptes consolidés.

Les prestations prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande correspondent à :

- Les missions complémentaires décrites à l'article 5.4 du CCTP

Les prestations à bons de commande s'exécutent, au fur et à mesure des besoins de l'EFS, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R2162-2, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique avec un engagement maximum sur toute la durée du marché de 350 000 euros.

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

3.5. Estimation du marché public

Le montant estimé du marché est de 1 380 000 euros HT.

3.6. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de soixante-douze (72) mois non reconductible.

Cette durée de marché tient compte, s'agissant des missions de certification des comptes, des dispositions de l'article L821-44 du code de commerce selon lesquelles le commissaire aux comptes est nommé pour un mandat de six exercices. Dans le cadre du présent marché, le mandat relatif à la certification des comptes correspond aux exercices 2025-2030.

3.7. Langue d'exécution du marché public

3.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix (annexe financière à l'acte d'engagement) ;
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP et ses annexes ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG PI, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG PI.

Hormis le CCAG PI applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG PI applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

Les titulaires sont incités à utiliser une plateforme dématérialisée pour l'échange de données et la transmission de documents, afin de limiter l'utilisation de supports papier et de réduire l'empreinte environnementale.

Le prestataire s'engage à privilégier les réunions à distance pour réduire les déplacements, sauf si sa présence est nécessaire pour l'accomplissement des missions.

5.2. Modalités d'exécution des prestations traitées à prix forfaitaires

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage des prestations.

5.3. Modalités d'exécution des prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande (missions complémentaires)

5.3.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernées ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

Modalités d'attribution des commandes : les bons de commande relatifs aux missions complémentaires seront attribués au titulaire proposant le prix le moins-disant pour la prestation demandée/profil exigé pour la mission.

5.3.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG PI, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de deux (2) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG PI, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.4. Pilotage des prestations du marché

5.4.1. Modalités de pilotage

Correspondant EFS :

L'EFS désigne un correspondant EFS qui est l'interlocuteur privilégié du Titulaire. Le Titulaire s'engage à répondre à toutes ses questions concernant le déroulement de la mission.

Le correspondant EFS a comme interlocuteurs privilégiés le ou les chefs de mission désignés dans la proposition du Titulaire. En cas d'indisponibilité de l'information et en cas de problème bloquant l'intervention, le Titulaire doit en informer immédiatement le correspondant EFS qui peut décider de suspendre sans délai la mission.

Comité EFS de suivi :

Le comité de suivi est placé sous la présidence du Président de l'EFS. Il est composé des co-Titulaires et du RPA.

Le Comité de suivi a vocation à se réunir lors de la remise des livrables par le Titulaire.

5.4.2. Lien de subordination du personnel

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées dans les locaux de l'EFS.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du Titulaire pendant la durée du marché public relève de la compétence du Titulaire.

5.4.3. Composition de l'équipe chargée de l'exécution des prestations

Le Titulaire désigne dans sa Proposition technique un Chef de mission.

Ce Chef de mission est l'interlocuteur privilégié du correspondant EFS pour le suivi de l'exécution des Services au titre du présent marché public.

Ce Chef de mission répond dans les 24 heures à toute demande du chef de projet EFS concernant l'exécution des Services.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité de la désignation, du nombre et de la définition du profil du Chef de mission et autres membres de cette équipe. Il garantit les compétences professionnelles du personnel qu'il affecte à la réalisation de la mission.

5.4.4. Stabilité du chef de mission désigné par le titulaire

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que la bonne fin du présent marché public, et notamment le respect du calendrier, dépendent essentiellement du Chef de mission désigné par lui pour en assurer la conduite. Le Titulaire s'engage, en conséquence, pendant toute la durée d'exécution du marché public, sur l'implication, les compétences, la réactivité, l'objectivité et la stabilité du Chef de mission.

A ce titre, et dans l'hypothèse où le Chef de mission ne serait plus en mesure d'assurer ses fonctions, par suite notamment de démission, licenciement, maladie ou décès, le Titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des Services.

Il s'engage en particulier, dès la connaissance du départ de cette personne, à désigner un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; il en informe préalablement par écrit l'EFS qui, dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier correspondant, a la faculté de demander au Titulaire la désignation d'une autre personne, en explicitant les raisons de cette demande.

A ce titre également, l'EFS se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché public, solliciter par courrier dûment motivé le remplacement du Chef de mission désigné par le Titulaire. Le Titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de cette demande, à lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes.

En toute hypothèse, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour que ces éventuels remplacements, de même que tout éventuel changement dans la composition de l'équipe en charge de l'exécution des Services, ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies, les nouveaux intervenants devant dans la mesure du possible être opérationnels au jour du départ des anciens. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire.

5.4.5. Maintien du niveau de compétences

A la demande de l'EFS, le Titulaire doit pouvoir justifier des compétences de ses personnels pour l'exécution de toutes les prestations qui lui seront confiées au titre du présent Accord-cadre.

Le Titulaire doit également disposer de compétences suffisantes pour les prestations nécessitant une expertise technique élevée.

En cas d'absence des personnels affectés à l'exécution de la mission, le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas compromettre la réalisation des prestations. Le remplacement de personnels du Titulaire, pour quelque cause que ce soit, ne peut justifier l'augmentation du montant des prestations.

5.4.6. Devoir de conseil

Le Titulaire est astreint, à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels des prestations qu'il a à fournir. A ce titre, il doit présenter à l'EFS, sous une forme adaptée, toutes les propositions utiles de nature notamment à améliorer les conditions de mise en œuvre ou la qualité de service.

Le Titulaire assure également auprès de l'EFS un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution des prestations dont il a la responsabilité immédiatement après leur constatation et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

5.4.7. Accès aux locaux

Les personnels du titulaire ont accès aux locaux de l'EFS, les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 09 heures à 18 heures. Leur accès est subordonné aux conditions suivantes :

- le personnel du Titulaire doit se faire connaître au service chargé de l'accueil et de la surveillance ;
- le personnel du Titulaire doit respecter les règles de sécurité en vigueur ;
- les personnels qui se rendent dans les locaux doivent être désignés à l'avance par le Titulaire qui doit spécifier les dates et heure de leur venue ;

En cas de dépôt de documents ou de matériels appartenant au Titulaire ou à ses personnels, le Titulaire doit obtenir l'accord préalable de l'EFS, le Titulaire et ses personnels en demeurent les seuls responsables.

5.5. Utilisation des résultats par l'EFS

Le régime applicable aux résultats est celui prévu au chapitre 6 du CCAG PI.

5.5.1. Identification des résultats

Les résultats dans le cadre du présent marché sont les suivants :

- ✓ Rapport présentant le Bilan d'ouverture lié à la prise de mandat du Titulaire avec ses éventuelles observations
- ✓ Compte rendu d'intervention après chaque déplacement ;
- ✓ Rapport Général présentant les comptes sociaux de clôture ;
- ✓ Rapport Général présentant les comptes consolidés de clôture ;
- ✓ Rapport Spécial si nécessaire.
- ✓ Attestation relative au budget exécuté d'une opération de subvention
- ✓ Rapports d'audit spécifiques

5.5.2. Utilisation des résultats par l'EFS

5.5.2.1. Droit de distribution, de diffusion et de reproduction

Le titulaire cède à titre non exclusif à l'EFS les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats dans le cadre des besoins et finalités du marché conformément à l'article 6 du CCAG PI.

Il s'agit du droit de reproduire, de représenter et d'adapter les résultats.

- pour le droit de reproduction :

le droit de reproduire tout ou partie des résultats pour quelque usage que ce soit par quelque procédé que ce soit notamment numérisation, scannérisation, édition de plaquettes, et sur tous supports, connus notamment papier (rapports, affiches, plaquettes d'information, documentation de quelque type que ce soit) numérique, informatique, réseaux (Internet, intranet et autres), sur CD –ROM, et ce en tout format.

- pour le droit de représentation :

le droit de représenter tout ou partie des résultats par tout procédé de communication connu ou inconnu au public au jour de la signature du marché public à savoir par présentation publique, ainsi que par diffusion sur sites Web et de façon générale le droit de diffuser les prestations ainsi que leur adaptation et ou leur traduction en intégralité ou par extrait et sur tout type de réseau,

- pour les droits d'adaptation et de traduction (au cas où des adaptations ou actualisations pourraient être apportées aux résultats) : le droit d'utiliser modifier, traduire, arranger, corriger, intégrer en tout ou partie les prestations objet du marché public, sous réserve que ce soit pour les seuls besoins du marché public et dans le respect du droit moral de l'auteur.

Cette cession vaut à compter de la mise à disposition des résultats, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur.

5.5.2.2. Confidentialité des résultats

Les résultats sont confidentiels.

5.5.3. Exploitation des résultats créés dans le cadre du marché non soumis à cession exclusive

L'EFS autorise le Titulaire à exploiter les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur.

5.5.4. Connaissances antérieures

5.5.4.1. Connaissances antérieures du titulaire

Le Titulaire liste dans son offre technique ses connaissances antérieures standard et non standards, incorporées aux résultats ou fournies pour répondre au besoin du marché.

A défaut d'identification expresse dans son offre, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'EFS à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

5.5.4.2. Connaissance antérieures de l'EFS

Sans objet

5.6. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCA PI.

5.7. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondants aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.7.1. Pénalités de retard pour dépassement des dates impératives

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire conformément aux modalités décrites à l'article 5.3.2 du CCTP et ce à compter du premier jour calendaire de retard.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, le titulaire encourt la pénalité suivante :

$$P = (V \times R)$$

dans laquelle :

P = montant hors taxes des pénalités ;

V = 1000 euros HT

R = nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités journalières sont indivisibles et sont dues pour tout jour calendaire de retard.

5.7.2. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

5.8. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (points ... à ... de l'article 6.1 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article

226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.1.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.1.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

Il sera fait application de l'article 25 du CCAG PI.

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG PI.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du

Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de non-exécution des Services, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, tous les frais de gestion, de déplacement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

Les prestations de certification des comptes sont réglées par un prix global et forfaitaire annuel, calculé sur la base des deux éléments suivants :

- Le montant de la vacation jour fonction du profil de l'intervenant (cf article R 823-15 du Code de Commerce). Pour plus de lisibilité, l'EFS raisonne en vacation journalière définie sur la base de huit (08) heures de travail / jour.

- Le nombre de jours nécessaires à la réalisation de la mission de certification.

Le montant des honoraires proposé par les commissaires aux comptes doit donc correspondre au nombre de jours de travail moyen, estimé nécessaire à l'accomplissement de leurs diligences sur la durée totale de la mission, multiplié par le montant de la vacation par jour.

Les honoraires annuels sont réputés comprendre l'ensemble des frais afférents à la mission de certification (frais de secrétariat et de reprographie compris). Une décomposition de ces honoraires, en nombre de jours affectés par tâche et par profil de compétence sera jointe à la proposition.

Les prestations relatives aux missions complémentaires sont réglées par un prix unitaire.

9.2. Forme et évolution des prix

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire correspondant à la date de notification du marché sur la base de l'indice SYNTEC et selon la formule suivante :

$$P = P^{\circ} (0,30 + 0,70 S/S^{\circ})$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P°= prix initial du marché

S = dernier indice SYNTEC publié à la date de la révision

S°= indice SYNTEC en vigueur au moment de la remise des offres

L'indice visé ci-dessus est publié au Bulletin mensuel de la Statistique.

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Facturation

Le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;

- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

S'agissant des prestations de certification des comptes, le règlement intervient comme suit :

Pour la première année d'exécution du marché public, correspondant à l'exercice 2025, le règlement des honoraires relatifs au bilan d'entrée de l'EFS et à la mission légale de commissariat aux comptes fera l'objet d'acomptes payés selon l'échéancier suivant :

- 40% du prix correspondant aux Services liés à la mission légale de CAC au 31 décembre 2025 après constat des Services effectivement réalisés,
- 60% à la fin de l'exercice comptable après approbation des comptes par le conseil d'Administration de mars 2026.

Pour les autres exercices comptables (année N), le règlement des honoraires relatifs à la mission légale a lieu selon l'échéancier suivant et sur la base de :

- 20% du prix global de l'exercice N au 30 octobre de l'année N sur justification du service fait,
- 40% du prix global de l'exercice N au 31 janvier de l'année N+1 sur justification du service fait,
- 40% du prix global de l'exercice N à la fin de chaque exercice comptable après approbation des comptes par le conseil d'Administration en année N+1.

Les acomptes n'ont pas le caractère de règlement partiel définitif et sont susceptibles d'être remis en cause par les parties, notamment lors de l'établissement du solde.

S'agissant des prestations relatives aux missions complémentaires, le règlement intervient après exécution de chaque bon de commande.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de l'exécution des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de l'exécution des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité, elles peuvent donner lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG PI, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- l'Agent Comptable Principale de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins du Siège de l'EFS ;
- le Comptable secondaire de chaque ETS, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Le montant de l'indemnité est fixé selon les conditions fixées à l'article 40 du CCAG FCS.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 39 du CCAG PI, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 38.1 du CCAG PI, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 38.2 du CCAG PI, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

11.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire en cas de défaillance de ce dernier.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D. 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>